SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 28 MARS 1922.

Rapport de la Commission des Sciences et des Arts, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1922.

(Voir le n° 21, VII du Sénat.)

Présents : MM. DERBAIX, président; BERGER, CARNOY, DEJACE, DE NAUW, DE PIERPONT SIRMONT DE VOLSBERGHE, REMOUCHAMPS, VAN ROOSBROECK, VERMEYLEN, WEYLER et M^{me} SPAAK, rapporteur.

MESSIEURS,

Le budget des Sciences et des Arts pour l'exercice 1922 s'élève à la somme de 277,766,718 francs. Il était, en 1921, de 261,578,804. Son augmentation atteint donc 16,187,913 francs.

Il y aurait lieu de s'en réjouir, s'il résultait de son examen que cette augmentation importante sera consacrée effectivement aux sciences et aux arts. Il n'est pas douteux, en effet, que s'il est nécessaire de comprimer actuellement les dépenses, il ne peut être question que de celles qui sont d'une utilité contestable et que, quelque difficile que soit la situation dans laquelle se trouvent les finances du pays, compromettre par un désir systématique d'économies le développement de son activité intellectuelle, serait la plus aveugle et la plus néfaste des politiques. Dépenser pour les sciences et les arts, c'est enrichir indirectement la Nation ; un budget dont l'augmentation aurait cet objet eût reçu, sans aucune restriction, l'approbation de votre Commission.

Il n'en est malheureusement pas ainsi, et le document dont s'agit, est plutôt décevant puisqu'il ne justifie, quelques cas exceptés, les crédits nouveaux qu'il réclame du Parlement, que par la nécessité où l'on se trouve d'accroître le nombre des fonctionnaires ou d'élever leurs traitements conformément aux nouveaux barèmes.

Sans doute, une loi comme celle qui institue les bibliothèques populaires, exige la création d'un personnel assez nombreux ; mais les services qu'elle rendra compenseront la dépense.

On peut se demander s'il en est de même de l'augmentation du nombre des fonctionnaires de l'Administration centrale ou d'autres services, encore qu'elle soit imposée par l'application de la loi sur le régime linguistique.

Il est donc à espérer qu'un temps viendra, prochainement, où le Gouvernement, ayant assuré le sort matériel de ses agents, pourra se préoccuper davantage d'élever les crédits et subsides destinés uniquement au progrès des sciences et à l'épanouissement des arts qui permettront à la Belgique de conserver, parmi les grandes nations, le rang qu'elle doit à ses savants et à ses artistes.

Ces considérations générales exprimées, votre Commission a demandé certains renseignements à M. le Ministre des Sciences et des Arts ; vous trouverez, ci-dessous, les questions qui lui ont été posées et les réponses qu'il y a faites.

Première question. — Au projet de budget de 1921, figure à plusieurs endroits en italique et entre parenthèses cette mention : « y compris une somme de ... francs pour indemnité mobile de vie chère ». Au projet de budget de 1922, le libellé a disparu. Ces sommes ont-elles complètement disparu ou ont-elles été portées ailleurs ?

Réponse. — Les indemnités mobiles de vie chère, à raison de leur caractère temporaire, ont été transférées au budget des dépenses extraordinaires. (Voir document parlementaire n° 261. Chambre des Représentants, séance du 11 mai 1921, p. 4. Rapport fait au nom de la Commission du budget par M. Houtart.)

Les crédits prévus pour ces indemnités figurent, pour 1921, au tableau XVII, article 172 et, pour 1922, au tableau XVI, article 196 du budget général. !

*
* *

Deuxième question. — Dans le budget figure à divers endroits, par exemple à l'article 2, un tableau donnant le détail des traitements du personnel. En comparant celui de 1921 à celui de 1922, l'on s'aperçoit qu'il y a des augmentations de traitement accordées. Or, l'on voit encore figurer dans ces tableaux le libellé suivant : « Augmentation de traitement, nominations, promotions, francs.

Réponse. — En effet, le tableau des développements des crédits de personnel du projet de budget de 1922, représente les traitements de 1921, modifiés par les augmentations réglementaires accordées au cours de l'année 1921 et prévues pour cette année.

Le poste « augmentations de traitement, nominations, promotions », figurant aux tableaux de 1922, représente les augmentations à accorder pendant cette année.

* * *

Troisième question. — Bien qu'on doive en principe se réjouir de la naissance de nouveaux établissements d'instruction, ne faudrait-il pas, au moment où l'état des finances belges est si difficile, ne parer qu'aux nécessités réelles.

M. le Ministre pourrait-il donc, à titre de renseignement, donner la population scolaire des écoles moyennes, etc., créées depuis l'armistice ?

Est-il exact que l'école moyenne de filles de Lessines ne compte que quinze élèves (en 1921, du moins) ?

Réponse. — Voici le chiffre de la population des établissements d'instruction moyenne créés depuis l'armistice.

I. — ATHÉNÉES ROYAUX.

Dinant	115 élèves.
Nivelles	285 —
Tirlemont	314 —

II. — SECTION D'ATHÉNÉES.

Bouillon.	27 élèves.
Virton	46 —
Soignies	12 —
Stavelot.	15 —
Diest.	67 —

III. — ÉCOLES MOYENNES DE L'ÉTAT POUR GARÇONS.

	Sect. prépar.	Sect. moy.	Total.
Jemappes	84	39	123
Molenbeek-Saint-Jean	250	42	292
Gilly	—	98	98
Aywaille	214	78	292
Hannut	—	130	130
Bouillon	—	24	24

IV. — ÉCOLES MOYENNES DE L'ÉTAT POUR FILLES.

Spa.	—	45	45
Soignies	161	41	202
Ninove.	53	34	87
Braine-le-Comte	64	91	156
Lessines	4	15	19

En ce qui concerne ce dernier établissement, il est à remarquer que la section préparatoire n'est pas complète et qu'il n'existe que la première année moyenne. Cet établissement sera complété au fur et à mesure des besoins de la population scolaire.

Quoiqu'il résulte des renseignements ci-dessus, donnés par M. le Ministre, que certaines écoles sont encore peu fréquentées, la Commission estime, toutefois, qu'il est indispensable de les maintenir, les économies bien entendues ne devant pas porter sur l'organisation de l'enseignement.

<i>Quatrième question.</i> — Art. 2. — Crédit demandé pour l'exercice 1922	fr.	3,306,014
Crédit alloué pour l'exercice 1921		3,063,000
Augmentation.	fr.	243,014

D'après les développements du budget, l'augmentation se justifie par :

- a) L'application du barème du 25 mars 1921 ;
- b) La désignation d'un certain nombre d'agents nouveaux réclamés par les divers services.

On désire connaître le nombre d'agents et leurs traitements.

Réponse. — Nombre d'agents ont été désignés depuis le dépôt des propositions budgétaires. (L'application de la loi sur l'emploi des langues nécessite encore la création de quelques emplois nouveaux).

Les nouveaux agents jouissent des traitements suivants :

Deux directeurs à 16,400 francs ; un directeur à 15,700 francs ;

Un chef de bureau à 9,500 francs ; deux sous-chefs de bureau à 9,000 francs, un sous-chef de bureau à 8,000 francs ;

Vingt-deux employés temporaires dont les traitements varient de 6,400 à 3,700 francs ;

Sept garçons de bureau au traitement de 3,200 francs.

Dépenses totales ; traitements fr. 217,800 »
(non compris l'indemnité de vie chère).

Indemnités de résidence et familiale. 16,337 50

Total . . fr. 234,137 50

Comme on le voit par la réponse de M. le Ministre des Sciences et des Arts, cette augmentation du personnel se justifie par la volonté d'appliquer loyalement la loi sur le régime linguistique. Il est, en effet, indispensable que parmi le personnel de l'Administration centrale se trouvent des agents connaissant de façon approfondie la langue flamande.

* *

Cinquième question. — A l'article 8 : « Secours alloués, à défaut de pension ».... — « Secours alloués dans des circonstances exceptionnelles »....

- a) Quels sont ces secours ?
- b) Qui les distribue ?

Réponse. — a) Les secours prévus par l'article 8 du budget du Département sont des allocations gratuites accordées aux personnes qui se trouvent dans les conditions énoncées dans le libellé même de l'article.

Le montant des secours varie généralement de 200 à 250 francs. Ces allocations ne sont pas renouvelables automatiquement et pour pouvoir en bénéficier, les intéressés doivent introduire une demande chaque année.

b) C'est le Ministre qui distribue les secours, sur la proposition du Secrétaire général.

Le Secrétaire formule ses propositions d'après les renseignements qui lui sont fournis par le Gouverneur de la province et par l'administration communale de l'endroit où réside le requérant. (Ces renseignements sont réclamés chaque fois qu'un secours est demandé.)

* *

<i>Sixième question.</i> — ART. 24. — Crédit demandé pour l'exercice 1922	fr.	589,230
Crédit alloué pour l'exercice 1921		570,000
	Augmentation, fr.	19,230

D'après les développements « la majoration du crédit est justifiée par l'octroi d'augmentations réglementaires de traitement et par la nomination éventuelle de nouveaux agents ».

On demande quel serait le nombre de ces agents et leurs traitements.

Réponse. — Le crédit alloué à la Bibliothèque royale, pour l'exercice 1921, s'élevait à 570,000 francs.

Une diminution de 36,230 francs a pu être réalisée sur ce crédit au budget de l'exercice 1922 (570,000 — 36,230 = 533,770 francs), par suite du départ ou de la démission de plusieurs agents.

D'autre part, pour l'exercice 1922, outre la majoration due aux augmentations réglementaires (24,060 francs), deux postes nouveaux ont nécessité une augmentation de 31,400 francs, à savoir :

- a) 5,000 francs pour secours et dépenses imprévues ;
- b) 26,400 francs pour la nomination éventuelle de :

Deux stagiaires	fr.	2 × 4,500 = 9,000
Deux dactylographes.		2 × 4,500 = 9,000
Deux huissiers		2 × 3,600 = 7,200
Indemnités de résidence pour les six agents susvisés.		6 × 200 = 1,200
	Fr.	26,400

La majoration du crédit s'élève donc à	fr.	19,230
soit.	fr.	24,000
		+ 31,400
		= 55,460
		— 36,230
	Soit, fr.	19,230

— La Commission émet le vœu que des nominations d'agents nouveaux ne soient faites que dans des cas d'impérieuse nécessité, et souhaite qu'une réorganisation prochaine des services de la Bibliothèque royale permette de les simplifier et de consacrer, en conséquence, une somme supérieure à la réalisation de ses fins intellectuelles.

* *

Septième question. — ART. 50. — La somme de 15,000 francs attribuée au Conseil de perfectionnement n'est certes pas exagérée. M. le Ministre ne croit-il pas toutefois que pour que cette institution puisse remplir sa tâche, il conviendrait que quelques membres de l'enseignement supérieur y siègent comme ce fut jadis le cas. Le système actuel supprime tout contact entre l'enseignement moyen et l'enseignement supérieur auquel le premier doit préparer les élèves.

Réponse. — Le Ministre peut appeler exceptionnellement des professeurs d'université pour prendre leur avis sur des questions soumises au Conseil.

Mais s'il fallait leur donner, comme antérieurement, voix délibérative, il faudrait attendre le premier renouvellement du Conseil, qui ne se fera qu'à partir du 1^{er} janvier 1924, ou introduire une modification dans le règlement organique.

— La Commission serait heureuse de voir M. le Ministre des Sciences et des Arts réaliser aussitôt qu'il sera possible, cette modification dont l'effet permettrait une préparation meilleure à l'enseignement supérieur.

*
* *

Huitième question. — ART. 52-53. — M. le Ministre, pourrait-il faire savoir quel est le nombre des inspecteurs chargés des fonctions indiquées aux articles 52 et 53. Contrairement à la pratique suivie pour les autres inspecteurs (par exemple art. 62), on n'a pas mentionné ici le nombre des inspecteurs.

Est-il exact que le nombre des inspecteurs pour les branches spéciales était en 1919 :

- Un pour le dessin ;
- Un pour la musique ;
- Un pour les travaux à l'aiguille ;
- Un pour la gymnastique ;

et qu'en 1920, ces chiffres sont respectivement montés à 2, 2, 1, et 3 ?

Ce nombre n'est-il pas exagéré et ne pourrait-on réaliser également une sérieuse économie en supprimant les « chargés d'inspection » actuellement au nombre de quatre ?

Réponse. — Voici respectivement le nombre d'inspecteurs en fonctions en 1914 et en 1922.

1914	1922
Un inspecteur général.	Un inspecteur général.
Quatre inspecteurs des cours généraux.	Quatre inspecteurs des cours généraux.
Un inspecteur du dessin.	Deux inspecteurs du dessin.
Un inspecteur de la gymnastique.	Trois inspecteurs de la gymnastique.
Une inspectrice des travaux à l'aiguille.	Deux inspecteurs de musique.
Un inspecteur de musique.	Une inspectrice des travaux à l'aiguille.
	Trois chargés de mission, dans les établissements du degré supérieur. (Tous trois professeurs dans les athénées royales.)
	Trois chargés de mission dans les établissements du degré inférieur (dont un régent d'école moyenne de l'État).

Le nombre actuel d'inspecteurs a paru nécessaire. On ne réaliserait, d'ailleurs, d'économies réelles qu'en mettant fin à la mission confiée à ceux des agents qui ont été détachés d'un établissement d'instruction moyenne de l'État.

Car, à tous les autres, en cas de suppression d'emploi, il faudrait accorder un traitement d'attente équivalent au traitement d'activité et, de plus, cette solution offrirait le grave inconvénient d'obliger l'État de continuer à rétribuer des agents qui ne lui rendent plus aucun service.

— La Commission émet le vœu que lorsque l'un des fonctionnaires dont s'agit ci-dessus aura disparu par extinction de son emploi, il ne sera pourvu à son remplacement que dans les cas d'une impérieuse nécessité.

* * *

Neuvième question. — ART. 55 F. — Est-il exact que l'on ait, dans les derniers temps, nommé trois préfets adjoints (Ixelles, Anvers, Liège)? Ces charges sont-elles vraiment nécessaires et, si elles le sont, ne pourrait-on les faire assumer par un membre du personnel enseignant? En faisant entrer ces trois personnes dans les classes, on réaliserait immédiatement une économie.

Réponse. — Il est exact que trois préfets des études adjoints ont été nommés dans les athénées d'Ixelles, d'Anvers et de Liège.

Le Gouvernement a décidé de supprimer ces postes par voie d'extinction, ce qui constitue la meilleure méthode pour réaliser des économies réelles.

Car s'il fallait mettre fin immédiatement aux mandats de ces trois agents, sans les nommer préfets des études, il faudrait leur garantir leur situation actuelle, ce qui constituerait une charge permanente injustifiée pour le Trésor.

* * *

Dixième question. — ART. 57. — Le collège communal de Beeringen a reçu, l'an passé une subvention de 27,000 francs. Est-il exact que celle-ci ne lui sera plus accordée cette année, bien que le barème des traitements soit, dans cet établissement, notablement inférieur à celui des athénées et très insuffisant pour permettre de parer aux nécessités de la vie chère?

Réponse. — Le collège communal de Beeringen a reçu pendant l'exercice 1921 une subvention ordinaire de 33,000 francs. Ce subside est très élevé, si on le compare à ceux qui sont accordés aux autres établissements communaux d'instruction moyenne.

La question de l'augmentation éventuelle de ce subside n'est cependant pas perdue de vue, eu égard aux ressources restreintes de la commune.

Quant à la somme de 33,000 francs, elle représente vraisemblablement la part d'intervention de l'État dans les indemnités de vie chère payées par la commune de Beeringen. Cette intervention ne se produira plus pendant l'exercice 1922.

La loi du 31 octobre 1919, obligeant les communes à allouer à leurs agents salariés une indemnité de vie chère, ayant cessé ses effets le 31 décembre 1921, aucun subside de ce chef, n'a pu être prévu au budget du Département.

* * *

Onzième question. — ART. 58, 4. — Cette augmentation de 50 p. c. est-elle justifiée?

Réponse. — La dépense réelle s'est élevée en 1921 à fr. 282,212-55, entraînant un déficit de fr. 88,576-55.

Il a fallu, pour éviter de suspendre le service des traitements de disponibilité, pendant le quatrième trimestre de l'exercice 1921, demander au Conseil des Ministres l'autorisation de dépasser le crédit à due concurrence.

Afin d'éviter de contrevenir ainsi aux prescriptions de la loi sur la comptabilité des dépenses engagées, il est nécessaire de relever le crédit et de le porter à 300,000 francs.

Rien n'oblige au surplus le Gouvernement à dépenser cette somme. C'est le nombre des mises en disponibilité et leur durée qui déterminent automatiquement la quotité du crédit à employer.

*
* *

Douzième question. — ART. 62. — Pourquoi cette grande différence de traitements entre les inspecteurs et les inspectrices ?

Réponse. — La différence constatée entre les émoluments payés aux inspecteurs et ceux payés aux inspectrices, provient du fait que les inspectrices dont il s'agit ne sont désignées qu'à titre temporaire pour inspecter exclusivement les *travaux à l'aiguille* dans les ressorts d'inspection principale : elle ne jouissent pas d'un traitement mais d'une indemnité annuelle de quatre mille francs (4,000 francs). La mission des intéressées ne peut en aucune façon être comparée à celle des inspecteurs ou des inspectrices ordinaires de l'enseignement primaire.

— La Commission reconnaît qu'il y a lieu de faire une différence entre les traitements des inspecteurs et inspectrices suivant l'importance de leur mission, mais elle estime que l'ancien principe selon lequel le travail féminin n'était point rétribué dans les mêmes proportions que le travail masculin doit être abandonné, et qu'il convient qu'à labeur égal, sans distinction de sexe, un appointement égal soit octroyé.

*
* *

Treizième question. — ART. 69. — L'amélioration et le renouvellement du matériel et de l'outillage pour les ateliers et les laboratoires peuvent-ils se faire avec le crédit prévu ?

Réponse. — Le renouvellement du matériel et de l'outillage pour les ateliers et les laboratoires peut se faire avec le crédit prévu. Une partie de ce crédit est destiné à l'amélioration du dit matériel. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une dépense considérable, le montant en est imputé sur le crédit ouvert au budget extraordinaire.

*
* *

Quatorzième question. — ART. 83. — La somme de 100,000 francs, prévue à l'article 83, peut-elle suffire à l'application du libellé ?

Réponse. — Le crédit de 100,000 francs est destiné en ordre principal à payer les frais : 1^o de surveillance des travaux de construction ; 2^o de confection de meubles et de plans-types ; 3^o de subside aux expositions de mobiliers scolaires.

L'intervention de l'État dans les frais de construction est supportée par les crédits des articles 126 et 131 des dépenses exceptionnelles.

La somme de 100,000 francs est suffisante pour faire face aux dépenses à imputer sur l'article 83.

* *

Quinzième question. — ART. 91. — On a proposé que le crédit de 200,000 fr., prévu pour 1922 (comme il l'a été pour 1921), soit considérablement augmenté. Cette somme est destinée aux subsides pour des œuvres organisées pour la distribution de vêtements et chaussures aux enfants des écoles et éventuellement aux cantines scolaires.

M. le Ministre ne voudrait-il pas indiquer : 1° l'emploi du crédit pour 1921 ; 2° les raisons pour lesquelles il lui a paru que ce crédit restait suffisant pour 1922 ?

Réponse. — Le Département n'a été saisi en 1921 que d'une quinzaine de demandes pour les œuvres organisées pour la distribution des vêtements et chaussures aux enfants des écoles.

L'intervention de l'État ne dépassera guère 10,000 francs en 1921. Il est à prévoir que des demandes plus nombreuses se produiront en 1922 à la suite de la circulaire du 15 novembre 1921, appelant l'attention des administrations communales et des directions d'écoles sur l'existence du crédit budgétaire.

Néanmoins, si les demandes de subsides dépassaient les prévisions au point que le crédit de 200,000 francs ne suffise pas, le Gouvernement solliciterait un crédit supplémentaire.

— La Commission prend acte, avec satisfaction, de la promesse faite par M. le Ministre des Sciences et des Arts, de répondre favorablement aux demandes qui se produiront à la suite de la circulaire du 15 novembre 1921, et est heureuse de voir que le Gouvernement a la volonté de mettre les enfants nécessiteux fréquentant les écoles en mesure d'en recevoir l'enseignement dans les conditions de confort les plus favorables.

* *

Seizième question. — ART. 94 (p. 22). — Institut supérieur et Académie royale des Beaux-Arts d'Anvers : dotation de l'État destinée, avec la subvention de la ville d'Anvers, à couvrir les dépenses du personnel, du matériel et des acquisitions pour le musée ancien, 309,807 francs.

L'État et la Ville ont toujours accordé une subvention égale aux Musées des Beaux-Arts d'Anvers. Avant la guerre, la subvention de chacune des deux administrations s'élevait à 31,700 francs. A partir de 1919, elle a été portée à deux fois 50,000 francs.

L'article 94 du budget des Sciences et des Arts se décompose donc de la façon suivante :

Institut supérieur et Académie royale.	fr.	259,807
Musée royal d'Anvers		50,000

Ensemble, fr.		309,807

L'administration communale d'Anvers, en considération qu'on ne pouvait à aucun prix laisser déchoir le Musée, qui est considéré, à juste titre, comme un des plus beaux de l'Europe, a augmenté cette année la subvention et l'a portée de 50,000 à 230,000 francs.

Le Musée d'Anvers n'est pas exclusivement un musée communal ; l'État a des droits à faire valoir sur les principales œuvres qu'il contient, lesquelles proviennent d'églises et de couvents qui, à l'époque de la Révolution française, étaient devenus la propriété de l'État. Il conviendrait donc que l'État fasse comme la ville d'Anvers et qu'il porte également son subside pour le Musée à 230,000 francs.

L'article 94 du budget des Sciences et des Arts devrait donc être remplacé par deux articles nouveaux libellés comme suit :

« Institut supérieur et Académie royale des Beaux-Arts. . . fr.	259,908
» Musée royal d'Anvers.	230,000

Il en résulterait une augmentation de dépenses de 180,000 francs.

Réponse. — Je suis disposé à demander par voie d'amendement, si j'obtiens l'assentiment du Ministre des Finances, une majoration de crédit de 180,000 francs pour le Musée d'Anvers. La dotation de l'État serait ainsi portée à 230,000 francs : elle égalerait la dotation que la ville d'Anvers s'est engagée à payer.

— Il résulte d'explications complémentaires apportées à la Commission par M. le Ministre des Sciences et des Arts, qu'en vertu d'une double convention de 1855 et de 1884, l'État et la ville d'Anvers se sont engagés à fixer à une somme égale leur subside respectif destiné à l'Institut supérieur et à l'Académie royale des Beaux-Arts. La Commission, en conséquence, émet, à l'unanimité, le vœu que, d'accord avec M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Sciences et des Arts inscrive au budget la majoration de 180,000 francs qui égalisera les deux subsides, et sans laquelle le Musée d'Anvers, qui est l'une de nos plus brillantes richesses nationales, ne pourrait rester accessible au public durant l'année entière.

* *

ART. 102. — La Commission a émis le vœu de voir unifier les traitements des conservateurs des musées de l'État. M. le Ministre des Sciences et des Arts, faisant droit à ce vœu, lui a fait savoir que par voie d'amendements, les crédits nécessaires à cet effet seront demandés.

* *

ART. 108. — La Commission ayant estimé que l'intervention du Gouvernement s'imposait dans les dépenses qu'entraînera l'érection du monument qui perpétuera le glorieux souvenir des héros ensevelis sous les ruines du fort de Loncin, M. le Ministre des Sciences et des Arts, partageant son sentiment, lui a fait savoir qu'il entendait prélever la somme nécessaire à ce témoignage d'admiration et de gratitude nationales sur le crédit indiqué à l'article 108 du budget.

* *

ART. 130. — La Commission est d'avis qu'il y a lieu de maintenir au budget de 1922 un subside de 45,000 francs destiné à la publication d'œuvres

littéraires et scientifiques en vue de remédier à la crise du papier et de l'imprimerie ; frais de route et jetons de présence des membres des comités d'études.

Les frais d'impression, tout en diminuant dans une légère mesure, sont demeurés si élevés que la publication d'ouvrages auxquels leur caractère scientifique ou artistique n'assure pas immédiatement une vente considérable, est encore grandement entravée. Grâce au subside inscrit au budget de 1921, dix ouvrages, d'une haute valeur, ont pu être édités ; dix autres, aussi méritants, retenus par le comité d'études, ne pourraient l'être si le subside disparaissait.

CONCLUSIONS.

Sous le bénéfice des observations ci-dessus présentées, la Commission des Sciences et des Arts du Sénat admet, à l'unanimité des membres présents, le Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour 1922.

Le Rapporteur,
MARIE SPAAK.

Le Président,
E. DERBAIX.